

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Acheteur

État – Ministères Territoires, Écologie, Logement
DREAL Pays de la Loire

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
désignée par arrêté ministériel du 10 décembre 2021

Objet du marché

RN844 – Périphérique de Nantes - Complexe de Bellevue
Missions de contrôle extérieur des études préalables et des dossiers réglementaires relatives à
l'aménagement du complexe de Bellevue

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Table des matières

1 OBJET DU MARCHÉ.....	3
2 CONTEXTE DE LA MISSION.....	3
2.1 Présentation de l'opération : Le complexe de Bellevue.....	3
2.2 Historique des décisions.....	5
2.3 Maîtrise d'ouvrage, représentant de l'acheteur.....	5
2.4 Maîtrise d'oeuvre.....	5
2.5 Intervenants de l'opération.....	6
2.6 Organisation du contrôle extérieur des études.....	6
2.7 Calendrier prévisionnel.....	7
2.7.1. Programme prévisionnel.....	7
2.7.2. Calendrier prévisionnel de la mission de contrôle extérieur.....	7
3 CADRE GÉNÉRAL DES ÉTUDES.....	8
3.1 Textes de référence.....	8
3.2 Documents mis à disposition du titulaire.....	8
3.3 Définitions des livrables.....	9
3.3.1. Contenu des livrables.....	9
3.3.2. Forme de remise des livrables.....	9
4 CONTENU DE LA MISSION.....	9
4.1 Tranche ferme : contrôle extérieur des prestations désignés dans le cadre de l'étude préalable.....	10
4.2 Tranche optionnelle n°1 : contrôle extérieur des dossiers réglementaires relatif aux études préalables.....	11
4.2.1. Présentation de la mission.....	11
4.2.2. Détail des sous dossiers règlementaires.....	12
5 REUNIONS.....	13

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne le contrôle extérieur des études préalables et des dossiers réglementaires relatifs à l'aménagement du complexe de Bellevue sur la RN844 (périphérique de Nantes).

Les documents objets du contrôle extérieur sont :

- le dossier complet des études préalables ;
- les différents dossiers réglementaires (DUP, AE, MECDU...) ;

Les résultats de ces prestations consistent en la production par le titulaire des éléments détaillés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Les contrôles attendus peuvent être de 3 natures ou objectifs/contenus différents :

- Le contrôle technique dont l'objectif est de vérifier que le référentiel technique a bien été appliqué sur un thème donné.
- Le contrôle de cohérence dont l'objectif est de s'assurer qu'un dossier produit est conforme à ce qui est attendu et a été réalisé en respectant les exigences de la commande et les différentes décisions prises par le commanditaire. Le contrôle de cohérence s'appuie sur les résultats des contrôles techniques, d'éventuels avis et comprends la vérification de cohérence des diverses pièces du dossier.
- Le contrôle de synthèse consiste à réanalyser les risques de toute nature liés au projet et de vérifier la pertinence et l'optimisation fonctionnelle, technique et économique de la réponse apportée aux besoins auxquels il doit satisfaire. Dans la mesure où les décisions intervenues au cours de la phase peuvent être réinterrogées, il est demandé par le maître d'ouvrage et est réalisé par un acteur pouvant prendre du recul par rapport au projet.

Les contrôles peuvent porter sur certains volets d'études comme sur la totalité du dossier pour la version finale par exemple.

Le contrôle pourra porter sur des versions provisoires et une version définitive.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Sainte-Luce-sur-Loire, Basse-Goulaine, Nantes dans le département de Loire-Atlantique (44).

2 CONTEXTE DE LA MISSION

2.1 Présentation de l'opération : Le complexe de Bellevue

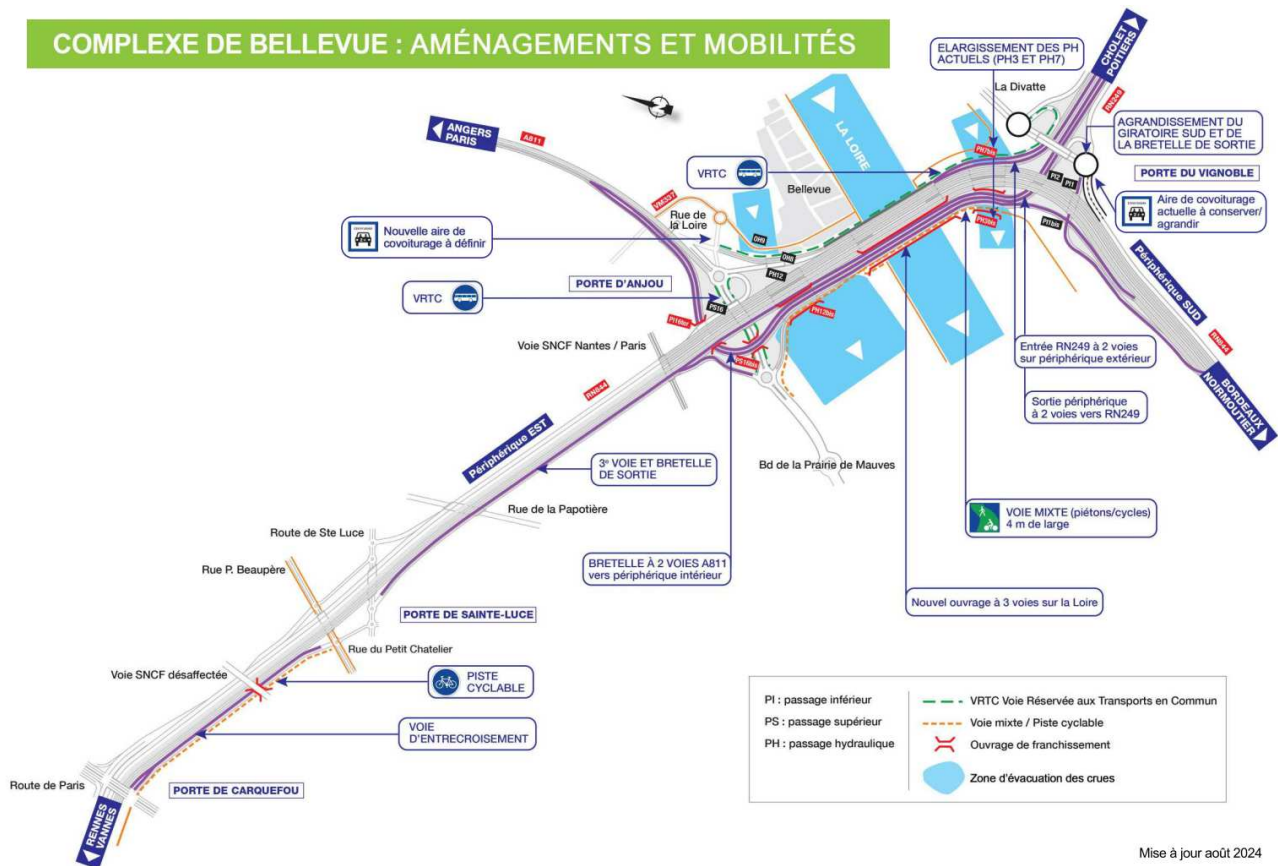
L'État, représenté par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) des Pays de la Loire, est le maître d'ouvrage des études d'aménagement du périphérique de Nantes.

Le réaménagement du complexe de Bellevue constitue une priorité de l'État : il vise à améliorer la fluidité du trafic et à diminuer la saturation du pont de Bellevue qui se répercute sur une large partie du périphérique, sur l'A811, le boulevard de la Prairie de Mauves et sur la RN249.

Le réaménagement du complexe de Bellevue vise à améliorer la fluidité du trafic et à prévenir la saturation accrue du pont de Bellevue, afin d'éviter qu'elle n'affecte l'ensemble du périphérique, l'A811, le boulevard de la Prairie de Mauves, ainsi que la RN249.

Suite aux Comités de pilotage de juin 2023 et septembre 2024, les aménagements du complexe de Bellevue ont été définis. La solution retenue comprend :

- Un nouvel ouvrage de franchissement de la Loire, parallèle aux ouvrages existants, composé de trois voies de circulation et d'une voie dédiée aux modes actifs ;
- Une bretelle à deux voies reliant l'A811 (Paris, Angers) au périphérique intérieur ;
- Une voie d'entrecroisement sur le périphérique intérieur entre les portes de Carquefou et de Sainte-Luce ;
- Une troisième voie sur le périphérique intérieur entre les portes de Sainte-Luce et d'Anjou ;
- Une bretelle à deux voies du périphérique intérieur vers la RN249 (Cholet) ;
- Une nouvelle insertion sur le périphérique Sud depuis le nouvel ouvrage, ainsi que le réaménagement de l'insertion actuelle depuis le giratoire Sud de la porte du Vignoble ;
- Une bretelle à deux voies de la RN249 vers le périphérique extérieur ;
- L'agrandissement du giratoire Sud de la porte du Vignoble et l'élargissement de la bretelle de sortie du périphérique vers ce giratoire ;
- Une bande d'arrêt d'urgence sur l'ouvrage amont de franchissement de la Loire, actuellement occupée par la piste cyclable, qui pourra être réaffectée à une voie réservée aux transports en commun (VRTC) à l'avenir ;
- Une nouvelle piste dédiée aux modes actifs (cyclistes et piétons) de 4 m de large, intégrant des protections contre le bruit, le vent et les intempéries côté aval. Elle assurera la connexion avec l'itinéraire Loire à vélo et offrira une continuité avec le futur quartier des Gohards depuis la Prairie de Mauves. En dehors du nouvel ouvrage, les aménagements cyclables devront respecter les normes en vigueur de Nantes Métropole ;
- La création, le déplacement ou l'agrandissement d'aires de covoiturage aux portes d'Anjou et du Vignoble



Actuellement, les études préalables sont en cours en vue de constituer le dossier d'enquête publique, l'Autorisation Environnementale (AE) et la mise en compatibilité du plan local

d'urbanisme (MECDU).

2.2 Historique des décisions

Une commande du ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement a été passée le 24 février 2011, pour mener une étude d'opportunité visant à établir un parti d'aménagement du périphérique nantais à long terme.

Le bilan de la concertation, ainsi que la variante préférentielle et la priorisation des opérations ont été validés le 18 octobre 2016 par le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

Une commande du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer a été passée le 18 octobre 2016 à la DREAL des Pays de la Loire, pour mener les études d'opportunité de phase 2 pour le complexe de Bellevue, qui est une opération classée en priorité 1 de la variante D. L'enveloppe prévisionnelle plafond est fixée à 81 M€ TTC en euros constants.

Le dossier des études d'opportunité de phase 2 a été livré le 21 avril 2021 par le prestataire (groupement Arcadis-SCE) et une concertation publique a été organisée entre le 15 novembre et le 22 décembre 2021, en application des articles L121-15 et suivants du Code de l'Environnement. La concertation était placée sous l'égide d'un garant désigné par la CNDP, qui a livré son bilan le 17 janvier 2022.

Le bilan du maître d'ouvrage a été présenté à la DMR le 14 mars 2022 qui l'a validé et levé le point d'arrêt.

Le maître d'ouvrage a livré son bilan le 17 mars 2022 dans lequel il indique que « la variante préférentielle de l'État est la variante 2 bis, et elle sera proposée pour validation au comité de pilotage du périphérique nantais ».

Suite au comité de pilotage du 6 juin 2023, la variante 2 bis a été validée comme choix de scénario pour le complexe de Bellevue. Cette variante est amenée à évoluer afin d'intégrer les aménagements complémentaires nécessaires.

Le 16 janvier 2024, la DMR a soumis la lettre de commande ministérielle pour le démarrage des études préalables.

Le comité de pilotage du 11 septembre 2024 a permis de valider la solution retenue pour le complexe de Bellevue, incluant la variante 2 bis ainsi que les aménagements complémentaires.

L'enveloppe prévisionnelle plafond a été actualisée le 18 novembre 2024, fixant le montant plafond de l'opération à 134,5 millions d'euros (valeur 2024).

2.3 Maîtrise d'ouvrage, représentant de l'acheteur

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage est le ministère des Territoires, Ecologie et Logement.

Le préfet de la région Pays de la Loire est représentant de l'acheteur (RA).

La DREAL Pays de la Loire est le maître d'ouvrage déconcentré des études objet du présent marché, par délégation du préfet de la région Pays de la Loire.

2.4 Maîtrise d'oeuvre

Le groupement ARCADIS/SCE est la maîtrise d'oeuvre dans le cadre des études préalables. Il réalise les études sur les volets suivants :

- Études des infrastructures routières (géométrie, équipement et signalisation) ;
- Études des ouvrages d'art courant ;

- Études de trafic ;
- Études environnementales ;
- Étude d'impact ;
- Études socio-économiques ;
- Études hydrauliques et hydrologiques ;
- Études géotechniques et géologiques ;
- Constitution du dossier des études préalables.

Le groupement a aussi pour mission la constitution du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et du dossier d'instruction unique IOTA, cette mission comprend les volets suivants :

- Constitution du dossier d'enquête publique
- Constitution du dossier d'autorisation environnementale

Le détail de ces deux dossiers est présenté dans la partie 4.2.2 du présent CCTP

2.5 Intervenants de l'opération

Le CEREMA s'occupe des études sur les ouvrages d'art non courants et les ouvrages de franchissement de la Loire.

L'entreprise INGEROP réalise les modélisations dynamiques et les tests de sensibilité.

Le groupe SYSTRA intervient sur le marché d'ordonnancement, de planification et de coordination du projet.

STRATES conduit les études architecturales.

GEOSAT assure les prestations topographiques.

2.6 Organisation du contrôle extérieur des études

Le contrôle extérieur de l'opération est réalisé de la façon suivante :

Parties contrôlées	Responsable du contrôle
Études préalables	
• Études d'environnement	Cerema
• Caractéristiques géométriques	Cerema
• Ouvrages d'art courants	Cerema
• Équipements et signalisation	Cerema
• Étude socio-économique	Cerema
• Modélisation dynamique du trafic	Cerema
• Étude trafic	Cerema
• Autres contrôles listés à l'article 4.1 du présent document	Titulaire du présent marché (Tranche ferme)
Dossiers réglementaires	
• Autres contrôles listés à l'article 4.2 du présent document	Titulaire du présent marché (Tranche optionnelle 1)

2.7 Calendrier prévisionnel

2.7.1. *Programme prévisionnel*

Le calendrier prévisionnel du projet jusqu'à la phase « travaux » est le suivant :

- Études préalables à l'enquête publique : 2024-25 ;
- Dossiers réglementaires préalables aux enquêtes publiques : 2025-2026 ;
- Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'autorisation environnementale : 2026-2027 ;
- Études de projet : 2028-2029 ;
- Appels d'offres : 2029 ;
- Travaux : 2030 ;

Ce calendrier est susceptible d'évoluer (<https://www.pont-bellevue.fr/>)

2.7.2. *Calendrier prévisionnel de la mission de contrôle extérieur*

Les missions de contrôle des études préalables (EP) seront à réaliser au fur et à mesure de la production et de la transmission des études au maître d'ouvrage entre mars 2024 et octobre 2024 :

- Hydraulique/hydrologie : mars-avril 2025 ;
- Ouvrages d'art non courants : mars-avril 2025 ;
- Études géotechniques : avril 2025
- Estimation financière : mai 2025 ;
- Terrassement et chaussée : mai 2025
- Aménagements paysagers : avril 2025
- Contrôle global, de cohérence et de synthèse du dossier complet des études préalables ;

septembre-octobre 2025

Ce calendrier est susceptible d'évoluer.

Les missions de contrôle des dossiers réglementaires (AE, Enquête Publique et MECDU)

- Cohérence du dossier d'autorisation environnementale ; novembre 2026
- Cohérence du dossier d'enquête publique ; novembre 2026
- Cohérence du dossier de Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (MECDU). ; mars 2027

Afin de permettre un avancement optimal de l'opération, il est prévu de contrôler des volets des études au fur et à mesure sans attendre le dossier définitif. Le titulaire aura néanmoins à sa charge d'effectuer le contrôle global sur le dossier final afin d'en assurer la cohérence et la complétude vis-à-vis des textes de référence.

Le titulaire est engagé sur le planning des missions préalablement citées. Les dates sont données à titre indicatif.

Le calendrier de remise de dossiers par volet d'études appellera une adaptation du candidat (flexibilité et disponibilité) pour respecter le programme général.

3 CADRE GÉNÉRAL DES ÉTUDES

3.1 Textes de référence

Le titulaire prendra en compte la législation, la réglementation, les normes, les règles de l'art et les recommandations techniques en vigueur à la date de réalisation des prestations objet du présent marché.

Il se référera en particulier aux prescriptions ci-dessous (non exhaustif):

En matière de tracé routier :

- De l'Instruction sur les Conditions Techniques d'Aménagement des autoroutes de Liaison (ICTAAL), de mai 2015 ;
- Du guide du SETRA « Les échangeurs sur routes de type Autoroute », de mai 2015 ;
- Du guide du SETRA « Aménagement des routes principales », d'août 1994 et de sa mise à jour par le Cerema (2021) ;
- Du guide du SETRA « Aménagement des carrefours interurbains » de décembre 1998. ;
- Conception des routes et autoroutes : révision des règles sur la visibilité et sur les rayons en angle saillant du profil en long, Cerema Octobre 2018 ;
- Guide technique - Traitement des obstacles latéraux, SETRA ;

En matière d'assainissement :

- Note d'information du SETRA sur la hiérarchisation de la vulnérabilité ;
- Guide technique - Pollution d'origine routière (dimensionnement), SETRA ;
- Guide technique – Assainissement routier (conception détaillée), SETRA ;
- Guide technique – drainage routier (pérennité de la chaussée), SETRA ;

En matière de terrassement :

- Guide technique – Conception et réalisation des terrassements, SETRA ;
- Guide technique – Réalisation des remblais et des couches de forme (GTR), SETRA (en cours de révisions) ;
- Guide technique – Traitement des sols à la chaux et/ou aux liants hydrauliques (GTS), SETRA ;

En matière de chaussée :

- Guide technique - Conception et dimensionnement des structures de chaussée, 1998, SETRA ;

En matière d'ouvrages d'art :

- Des normes et règlements en vigueur et notamment des normes françaises transposant les normes européennes dites Eurocodes, de leurs annexes et de leurs normes d'accompagnement éventuelles ;
- L'ensemble des dispositions des fascicules travaux du CCTG, des guides du Sétra et du Cerema, du LCPC et de l'Ifsttar et des dossiers pilotes ne présentant pas de contradiction avec les Eurocodes sont également à considérer dans la conception des ouvrages.

3.2 Documents mis à disposition du titulaire

Outre les dossiers d'études objet des contrôles extérieurs, les documents ci-après seront mis à la disposition du titulaire par le maître d'ouvrage au démarrage de la mission :

- Le dossier d'études d'opportunités ;

- Les marchés, commandes ou conventions passés avec les prestataires dans le cadre des EP ;
- Les éléments SIG et DWG en possession du maître d'ouvrage ;

Il s'agit d'une liste non exhaustive : d'autres documents à caractère prescriptif pourront être également transmis au démarrage de la mission.

3.3 Définitions des livrables

3.3.1. Contenu des livrables

Le titulaire formalisera un rapport de contrôle qui comprendra notamment les éléments suivants :

- Commanditaire du contrôle, rappel de la commande, nom du contrôleur par thématique et ses coordonnées (mail), références de l'opération, liste et versions des documents contrôlés, date du contrôle, rappel du ou des référentiels servant de base aux contrôles, rappel de l'objet de l'opération ;
- Nature des contrôles, référentiels retenus et méthodes utilisées pour les réaliser par thématique;
- Résultats du contrôle comprenant a minima :
 - Un chapitre spécifique traitant des remarques générales et transversales ;
 - Un chapitre par pièce (thématique) du dossier contrôlé (observations détaillées du contrôleur et éléments contrôlés jugés conformes aux règles de l'art), propositions de corrections conformément aux tableaux détaillés ci-avant ;
 - Un chapitre sur les écarts aux normes et instructions et leurs justifications
 - Une synthèse des observations ;
- Suites à donner au contrôle:
 - Les modifications proposées pour rendre le dossier conforme;
 - Les propositions visant à compléter ou rectifier les justifications apportées dans le dossier, notamment pour ce qui concerne les écarts aux règles de l'art.

3.3.2. Forme de remise des livrables

Le titulaire devra privilégier les échanges dématérialisés avec la maîtrise d'ouvrage pour les documents de travail.

Les versions informatiques des rapports de contrôle produits par le Titulaire seront transmises au format Acrobat (.pdf) et au format modifiable (de préférence libreoffice, le cas échéant pack office Microsoft).

Les rapports de contrôle seront accompagnés de tableaux répertoriant chacune des remarques émises, transmis au format informatique (formats .pdf et .ods).

L'ensemble des documents seront établis au timbre du titulaire et signés. Les rapports intégreront une grille de suivi des indices permettant de tracer les évolutions des documents.

Il n'est pas imposé de charte graphique au titulaire pour l'établissement de ses rapports de contrôle.

Les rapports finaux seront transmis en deux exemplaires papier au maître d'ouvrage.

4 CONTENU DE LA MISSION

Les contrôles attendus peuvent être de 3 natures ou objectifs/contenus différents :

- Le contrôle technique dont l'objectif est de vérifier que le référentiel technique a bien été appliqué sur un thème donné.
- Le contrôle de cohérence dont l'objectif est de s'assurer qu'un dossier produit est conforme à ce qui est attendu et a été réalisé en respectant les exigences de la commande et les différentes décisions prises par le commanditaire. Le contrôle de cohérence s'appuie

sur les résultats des contrôles techniques, d'éventuels avis et comprends la vérification de cohérence des diverses pièces du dossier.

- Le contrôle de synthèse consiste à réanalyser les risques de toute nature liés au projet et de vérifier la pertinence et l'optimisation fonctionnelle, technique et économique de la réponse apportée aux besoins auxquels il doit satisfaire. Dans la mesure où les décisions intervenues au cours de la phase peuvent être réinterrogées, il est demandé par le maître d'ouvrage et est réalisé par un acteur pouvant prendre du recul par rapport au projet.

Les contrôles peuvent porter sur certains volets des EP comme sur la totalité du dossier pour la version finale par exemple.

Le contrôle pourra porter sur des versions provisoires et une version définitive.

4.1 **Tranche ferme : contrôle extérieur des prestations désignés dans le cadre de l'étude préalable**

La tranche ferme vise le contrôle des missions suivantes :

Volets de contrôle	Réalisateur de la mission	Contrôle attendu par le prestataire du marché
Ouvrages d'art non courants (PH3, PH3bis, PH7, PH12bis, ouvrage de franchissement de la Loire)	Cerema	<ul style="list-style-type: none"> • Vérification des études de dimensionnement des ouvrages d'art non courant (ponts, bretelles, voies douces). • Contrôle de la conformité des plans et profils des ouvrages (géométrie, matériaux, dimensions). • Vérification de l'intégration des contraintes géotechniques et environnementales dans les études. • Contrôle des études de stabilité et de résistance des structures (calculs, hypothèses de charge).
Hydraulique/hydrologiques	ARCADIS/SCE	<ul style="list-style-type: none"> • Vérification de l'état des lieux hydrologique et des levés topographiques. • Contrôle des modélisations des crues (décennale, centennale ou crue exceptionnelle). • Vérification du dimensionnement des ouvrages hydrauliques (écoulements, impacts sur l'inondation). • Contrôle des mesures compensatoires (zones inondables, continuité écologique). • Vérification du dimensionnement des systèmes d'assainissement (bassins, traitement). • Vérification de la conformité des réglementations mises en vigueur
Études géotechniques et géologiques	CEREMA	<ul style="list-style-type: none"> • Avis sur le programme d'investigation proposé par le prestataire • Contrôle des résultats des études et de leur prise en compte dans le dimensionnement des ouvrages (fondations, terrassements), optimisation de la réutilisation des matériaux en place. Contrôle des études de traitement éventuels (remblais, arases, couche de forme)
Terrassement et chaussée	ARCADIS/SCE	<ul style="list-style-type: none"> • Vérification des principes de terrassement : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Choix des matériaux (caractéristiques, compatibilité). ◦ Stratégie remblais/déblais (optimisation des volumes) • Contrôle des hypothèses de dimensionnement pour la stabilité des remblais et talus • Vérification des hypothèses de trafic : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Comptages prévisionnels, projections de trafic (VL, PL) ◦ Analyse des sollicitations supportés par la chaussée (flux, intensité) • Contrôle du dimensionnement des structures <ul style="list-style-type: none"> ◦ Épaisseurs et nature des couches ◦ Vérification des choix de matériaux
Aménagements paysagers	ARCADIS/SCE	<ul style="list-style-type: none"> • Vérification de la conformité des études paysagères avec les objectifs du projet. • Contrôle de l'intégration des contraintes environnementales et écologiques. • Vérification des choix végétaux (adaptation, biodiversité). • Contrôle de l'implantation et de l'impact visuel des aménagements. • Vérification des solutions de gestion des eaux pluviales (bassins, fossés, plantations).

Estimation financière	ARCADIS/SCE	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle des métrés, contrôle des forfaits et prix unitaires, contrôle de la cohérence
Contrôle global incluant contrôle de cohérence et de synthèse	ARCADIS/SCE	<ul style="list-style-type: none"> Vérification de la conformité du dossier complet d'étude préalable avec les exigences réglementaires et techniques. Contrôle de la cohérence des études réalisées Contrôle de synthèse

4.2 Tranche optionnelle n°1 : contrôle extérieur des dossiers réglementaires relatif aux études préalables

4.2.1. *Présentation de la mission*

La tranche optionnelle n°1 vise le contrôle des missions suivantes :

Volets de contrôle	Réalisateur de la mission	Contrôle attendu par le prestataire du marché
Dossier d'Autorisation Environnementale (détail ci dessous)	ARCADIS/SCE	<ul style="list-style-type: none"> Analyse du dossier réglementaire : Vérification que le dossier d'autorisation environnementale est complet et conforme aux exigences de l'IT, y compris les études nécessaires pour obtenir les autorisations légales requises (loi sur l'eau, ICPE, etc.). Impact environnemental : <ul style="list-style-type: none"> Vérification des études d'impact environnemental sur les milieux naturels, la biodiversité, les eaux, l'air, et les sols. Évaluation de l'appropriation des prescriptions de l'IT relatives aux mesures de réduction des impacts et mesures compensatoires pour limiter les effets négatifs sur l'environnement. Respect des contraintes réglementaires : Vérification de la conformité avec les SDAGE, SAGE, et autres documents de gestion de l'environnement conformément aux principes de l'IT. Suivi et gestion environnementale : Contrôle que le projet inclut un plan de gestion environnementale détaillant les mesures à prendre durant la phase travaux et post-travaux, conformément aux préconisations de l'IT.
Dossier d'enquête publique (détail ci dessous)	ARCADIS/SCE	<ul style="list-style-type: none"> Examen du dossier d'enquête publique : Vérification que l'ensemble des documents soumis à l'enquête publique est complet, conforme à l'IT, et répond aux exigences légales (études d'impact, mesures compensatoires, aménagements). Conformité à la procédure légale : Vérification de la conformité de la procédure d'enquête publique, y compris la diffusion des informations nécessaires à l'information du public, ainsi que la mise à disposition des documents dans des conditions garantissant la transparence. Avis des parties prenantes : Vérification que les avis recueillis lors de l'enquête publique, en particulier ceux des autorités environnementales et des collectivités locales, sont correctement intégrés dans le projet conformément aux exigences de l'IT. Prise en compte des observations publiques : Analyse de la manière dont les préoccupations exprimées par le public et les parties prenantes sont traitées et intégrées dans la conception du projet.
Dossier de Mise En compatibilité du plan local D'Urbanisme (MECDU)	ARCADIS-SCE	<ul style="list-style-type: none"> Vérification de la complétude et de la conformité du dossier aux exigences de l'Instruction Technique, incluant l'analyse des impacts et la justification des modifications proposées. Contrôle du respect des procédures réglementaires, notamment l'information et la consultation du public, ainsi que la mise à disposition transparente des documents. Analyse de l'intégration des avis des parties prenantes, des collectivités locales et des services de l'État, en s'assurant qu'ils soient correctement pris en compte et justifiés. Vérification que les propositions sont cohérentes avec les objectifs du document d'urbanisme, les contraintes locales et les principes d'aménagement durable.

4.2.2. *Détail des sous dossiers règlementaires*

Le dossier d'**autorisation environnementale** sera composé des sous dossiers suivants :

1. Volet « Loi sur l'eau »
 - a) Le cadre et objet de la demande d'autorisation ;
 - b) l'état initial
 - des milieux traversés (eaux superficielles, eaux souterraines ...)
 - du projet et des aménagements hydrauliques proposés ;
 - c) Le document d'incidence avec :
 - les incidences du projet et les mesures d'évitement, de réduction et de compensation ;
 - les incidences du projet sur les sites Natura 2000 ;
 - la compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE ;
 - d) les moyens de surveillance, d'entretien et d'interventions ;
 - e) les pièces techniques (cartographies, schémas...)
2. Volet dérogation relatif aux espèces protégées auprès du CNPN
 - a) Analyse des inventaires réalisés et mise à jour de la synthèse des éléments de connaissance sur les espèces protégées
 - b) Confection du dossier de demande de dérogation au titre des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement

Le dossier d'**enquête publique** sera composé des sous dossiers suivants :

- A) Objet de l'enquête et informations juridiques et administratives
- B) Plan de situations
- C) Notice
- D) Plan Général des travaux
- E) Études d'impact
- F) Évaluation des incidences Natura 2000
- G) Évaluation économique et sociales
- H) Mise en compatibilité des documents locaux d'urbanisme
- I) Bilan de la concertation
- J) Classement des futures voiries
- K) Avis émis sur le projet, y compris l'avis de l'autorité environnementale et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage.
- L)

Le dossier de **mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (MECDU)** est une partie de l'enquête publique, mais fait l'objet d'une procédure réglementaire particulière. C'est pourquoi son contrôle constitue un contrôle à part entière

5 REUNIONS

Les réunions avec le maître d'ouvrage auront lieu à Nantes. Les réunions pourront se dérouler en présentiel ou en distanciel. Le titulaire sera averti préalablement par le maître d'ouvrage des modalités de leur déroulement.

Le titulaire rédigera le relevé de décisions de ces réunions, qu'il adressera par messagerie électronique, sous un délai d'une semaine, à la maîtrise d'ouvrage et aux personnes désignées par celle-ci selon les sujets abordés en réunion, pour avis.

Si au-delà de 2 semaines après réception, le projet de relevé n'a fait l'objet d'aucune observation du maître d'ouvrage, il sera considéré comme accepté par tous. Dans le cas contraire, le titulaire intégrera les modifications et assurera la diffusion à l'ensemble des destinataires.

Les réunions sont réputées durer 2 à 3h hors temps de déplacement du titulaire. Les documents supports de la réunion et la mise à disposition du matériel éventuellement nécessaire sont à la charge du titulaire.